

# RÉNOVATION DE LA COUR D'ENTRÉE DU MONUMENT à AIGUES MORTES

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

## **C.C.T.P.**

Cahier des Clauses Techniques Particulières  
**LOT 00 - GENERALITES**



# Sommaire

00.1	OPERATION .....	P 3
00.1.1	PRESENTATION DE L'OPERATION .....	P 3
00.1.2	MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'ŒUVRE .....	P 3
00.1.3	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS .....	P 3
00.1.4	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES.....	P 4
00.1.5	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX .....	P 4
00.2	DOCUMENTS - REGLEMENTATION .....	P 5
00.2.1	DOCUMENT DE REFERENCE .....	P 5
00.2.2	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERES .....	P 5
00.2.3	DOCUMENTS A REMETTRE .....	P 6
00.3	OBSERVATIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT .....	P 6
00.3.1	MISSIONS DES ENTREPRISES.....	P 6
00.3.2	CONTENU DU PRIX DE MARCHE .....	P 6
00.3.3	SECURITE INCENDIE.....	P 7
00.3.4	ECHANTILLONS .....	P 7
00.3.5	DESIGNATION DES GRANDEURS.....	P 8
00.3.6	BRUITS DE CHANTIER.....	P 8
00.3.7	TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS.....	P 8
00.3.8	RECEPTION .....	P 8
00.4	OBSERVATIONS CONCERNANT LE CHANTIER .....	P 9
00.4.1	RESERVATIONS -PERCEMENTS -SCELLEMENTS - RACCORDS .....	P 9
00.4.2	OBLIGATION DE PERFORMANCES.....	P 9
00.4.3	TENUE DE CHANTIER .....	P 9
00.4.4	SITE EN MILLIEU OCCUPÉ.....	P 10
00.4.5	TERRAIN ET ESPACE VERT.....	P 10
00.4.6	SITE PATRIMONIAL.....	P 11
00.4.7	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER .....	P 11
00.4.8	ECHAFAUDAGE.....	P 12
00.4.9	DECHETS, NETTOYAGE .....	P 12

## 00.1 OPERATION

### 00.1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir et énumérer la description des travaux tous corps d'états en complément des documents graphiques et des CCTP spécifiques à chaque lot joints à la présente consultation pour l'opération suivante :

RÉNOVATION DE LA COUR D'ENTRÉE DU MONUMENT à AIGUES MORTES

#### LOCALISATION

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### 00.1.2 MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'ŒUVRE

#### MAITRE D'OUVRAGE

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX



#### MAITRE D'ŒUVRE

Architecte mandataire et économie de la construction

**ATELIER VECTEUR**

15, Rue de la Poudade 30660 Gallargues-le-Montueux

Tél : 09 51 16 92 86

### 00.1.3 DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux sont décomposés lots traités en corps d'état séparés définis ci-après. Chaque entreprise devant tenir compte de l'ensemble des travaux définis pour les autres corps d'état et prévoir dans sa proposition tous les ouvrages lui incombant.

- 00 GENERALITES
- 01 PLATELAGE / BOIS / MOBILIER
- 02 PLOMBERIE
- 03 ELECTRICITE

#### **00.1.4 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES**

Le présent document concerne les prescriptions techniques communes et générales relatives aux travaux de tous les corps d'état intervenant dans les travaux. Il rassemble l'ensemble des prescriptions communes à tous les lots et évite ainsi de répéter les mêmes textes à chaque C.C.T.P.

Le présent document fait partie intégrante du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des lots qui subdivise l'opération susvisée. L'expression "Cahier des Clauses Techniques Particulières" implique l'application sans restriction du présent document et de ses annexes éventuelles sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les prescriptions du présent document et celles d'un C.C.T.P. relatif à l'un des lots, ce sont celles du C.C.T.P. qui prévalent.

Les spécifications des différents C.C.T.P. peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

L'exécution des travaux reste soumise aux obligations générales stipulées dans le cours du présent document.

Par le seul fait de soumissionner, les entrepreneurs contractent l'obligation d'exécuter, dans le cadre de leur profession, l'intégralité des travaux projetés et ce, conformément aux règles de l'art ainsi qu'à la législation et aux règlements en vigueur. Toutes les dispositions précisées dans ce document ou sur les autres documents du Marché devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

Dans le cas d'erreurs, imprécisions, manque de côtes ou contradictions relevées sur les documents de consultation, les entrepreneurs sont réputés les avoir complétés avant remise de leur offre.

De ce fait, aucun supplément ne sera admis au cas où certaines fournitures ou façons, non mentionnées dans le dossier de consultation, s'avèreraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

En cours d'exécution des travaux, s'il y a erreur ou oubli de la part d'un entrepreneur, celui-ci sera tenu pour responsable de son erreur ainsi que des modifications et suppléments qu'elles entraîneraient pour tous les corps d'état.

Les entrepreneurs sont tenus de fournir tous les plans d'exécution avant le démarrage des travaux. Les entreprises ne pourront entreprendre la réalisation des travaux qu'après avoir obtenu le visa du maître d'œuvre et l'avis favorable du contrôleur technique.

Le présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les C.C.T.P. et les plans du dossier de consultation.

#### **00.1.5 CONSTAT D'ETAT DES LIEUX**

Avant tout démarrage des travaux, un état des lieux sera effectué à la charge du lot 02  
DEMOLITION - GROS OEUVRE

Celui-ci sera effectué par un huissier en présence d'un représentant du Maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Un document sera signé par l'ensemble des participants.

A la fin du chantier, l'entrepreneur restituera les lieux. A cet effet, une autre visite sera réalisée en présence du représentant de la Maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre afin de constater qu'aucun dommage ne subsiste après la phase travaux.

## **00.2 DOCUMENTS - REGLEMENTATION**

### **00.2.1 DOCUMENT DE REFERENCE**

La réglementation thermique par élément s'applique au présent marché. (annexe) tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une Norme ou non, comprenant :

- les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT) ;
- les cahiers des clauses spéciales (CCS) ;
- les règles de calcul ;
- les mémentos, guides, instructions, etc...
- tous les autres documents ayant valeur de DTU ; les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ; tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ; toutes les normes concernant les ouvrages du présent marché :
- NF : norme française homologuée ;
- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne ;
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale ;
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale ;
- FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché. L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents. Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc... connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

### **00.2.2 DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERES**

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- Code civil ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de la santé publique ;
- Code du travail ;
- Code de l'environnement ;
- Code de l'urbanisme ;
- Code de la consommation ;
- Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;

- Réglementations acoustiques ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Législation concernant les travaux de désamiantage

### **00.2.3 DOCUMENTS A REMETTRE**

Pendant la période de préparation (liste non exhaustive)

- Planning des travaux,
- Plan d'installation du chantier,
- Planning de montage et de démontage des installations provisoires,
- Notes de calculs,
- Plans des réservations et des percements,
- Schémas et plans d'atelier,
- Fiches techniques des produits, matériels et matériaux à employer sur le chantier

## **00.3 OBSERVATIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

### **00.3.1 MISSIONS DES ENTREPRISES**

Les entreprises devront prévoir :

- Les fournitures, montage, manutention, échafaudages, coffrages, ainsi que toutes les sujétions de mise en oeuvre au bon fonctionnement et à la bonne finition des travaux suivant les règles de l'Art ;
- Tous les travaux spéciaux tels que : épuisement des fouilles lors de venues d'eau, terrassement dans l'embarras des étais, réservations, etc...
- Les frais d'organisation et de mise en œuvre de la sécurité et de la protection de la santé, garde-corps, barrières, équipements de sécurité et autres protections nécessaires demandées par le coordonnateur SPS ;
- Tous les travaux de protection des ouvrages ;
- Tous les frais et démarches relatifs aux autorisations de voirie, de branchement d'eau, d'électricité et gardiennage du chantier ;
- Les frais d'assurances ;
- Les frais d'essais ;
- Tous les autres frais et prestations non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

### **00.3.2 CONTENU DU PRIX DE MARCHE**

Avant la remise de son offre, l'entreprise est réputée :

- S'être rendue sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état des terrains et des bâtiments qui leur seront livrés ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, des disponibilités en eau et en énergie électrique ;
- Avoir pris connaissance de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;

- Avoir pris connaissance de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

### **00.3.3 SECURITE INCENDIE**

L'Entrepreneur doit se conformer au code du travail et à la réglementation ERP applicable au projet, aux prescriptions de la demande administrative ainsi qu'aux avis du Bureau de Contrôle et à la Notice de Sécurité Incendie, pour les dispositions à respecter pour la sécurité incendie et la stabilité au feu des structures.

Les matériaux mis en œuvre doivent avoir un classement de comportement au feu selon leur emplacement et en fonction de la destination des locaux dans lesquels ils sont mis en œuvre.

Les matériaux ou matériel doit avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essai par un laboratoire agréé de résistance et/ou de comportement au feu.

L'Entrepreneur doit impérativement :

- Respecter les spécifications de mise en œuvre consignées dans le P.V. d'essai,
- Mettre en œuvre les composants ou équipements du même fabricant que ceux qui ont été utilisés pour l'essai ou qui sont préconisés dans le P.V. d'essai. Il doit demander, selon nécessité, l'extension "PV de chantier".

Si l'Entrepreneur ne respecte pas ces clauses, il est tenu de remplacer les ouvrages mis en œuvre ou de faire procéder à de nouveaux essais à ses frais exclusifs.

### **00.3.4 ECHANTILLONS**

Afin de permettre au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de faire un choix, l'Entrepreneur sera tenu de présenter :

- Tous les échantillons et prototypes demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage sans limitation numérique du nombre d'échantillons ou de prototypes
- La gamme complète du fabriquant pour chaque produit.

Ces éléments seront accompagnés des notices techniques afférentes dans les délais nécessaires afin de ne pas porter atteinte au bon avancement du chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'Entreprise de changer de fournisseur dans le cas où la gamme de produit proposé ne lui conviendrait pas.

Il devra gérer les délais d'approvisionnement et informer le coordonnateur OPC et le Maître d'œuvre des dates butées des choix des échantillons pour ne pas pénaliser les interventions mentionnées sur le planning d'intervention. Sans cette action, l'Entrepreneur ne pourra

argumenter un retard dont la cause est un choix tardif par le Maître d'Œuvre des références produits.

Toute modification ultérieure dans la liste établie à la suite de cette présentation devra faire l'objet d'un accord écrit par le Maître d'œuvre.

Aucune commande de matériau ne pourra être passée par l'Entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation des échantillons et prototypes correspondants n'a pas été confirmé par écrit par le Maître d'œuvre.

#### **00.3.5 DESIGNATION DES GRANDEURS**

La longueur (L), la largeur (L ou W), la hauteur (H), l'épaisseur (E), la profondeur (P), le diamètre (D), le volume (V) etc. sont mentionnées en abrégé dans le libellé des articles ci-dessous.

Exemple : Fenêtre L120-H135 cm

#### **00.3.6 BRUITS DE CHANTIER**

Chaque entreprise est tenue de respecter les lois, règlements ainsi que les arrêtés afférents à la protection de l'environnement pendant toute la durée du chantier.

Toutes les dispositions qui leur seront imposées par le Maître d'Ouvrage ou les Administrations pour le respect de ces textes seront à la charge des Entrepreneurs.

Pendant la période de préparation, chaque Entrepreneur étudiera sur le plan de chantier les conséquences sonores des implantations des machines et engins vis-à-vis des voisins et prendront toutes dispositions nécessaires et sera le garant de ces dispositions vis à vis du Maître d'Ouvrage.

Lors de la réalisation des travaux des dispositions particulières sont à prévoir par l'Entreprise Principale pour empêcher la production de poussières.

#### **00.3.7 TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS**

Avant toute exécution, les travaux en plus ou en moins feront l'objet d'un devis établi en prix « valeur marché » en se basant sur les prix unitaires figurant dans les DQE des entreprises retenues. Ce devis sera remis au maître d'œuvre pour examen qui le soumettra au maître d'ouvrage pour accord.

Après accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre transmettra l'ordre de service à l'entreprise concernée qui pourra alors réaliser les travaux en question.

#### **00.3.8 RECEPTION**

##### Essais en vue de la réception

Les essais seront réalisés sous la conduite et la responsabilité de chaque entrepreneur conformément à une procédure proposée par celui-ci et acceptée par le maître d'œuvre.

Pour permettre au maître d'œuvre de vérifier les essais réalisés par l'entrepreneur, celui-ci devra mettre à disposition le personnel et les appareils de mesure nécessaires aux différentes vérifications.



### Réception

La réception des ouvrages interviendra après réalisation de tous les travaux prévus dans le présent document. Elle sera prononcée par le maître d'ouvrage suite à la demande faite par l'entrepreneur. Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander des réceptions partielles, afin de satisfaire aux exigences du chantier.

Les réserves devront faire l'objet des corrections nécessaires immédiatement après la réception.

## **00.4 OBSERVATIONS CONCERNANT LE CHANTIER**

### **00.4.1 RESERVATIONS -PERCEMENTS -SCELLEMENTS - RACCORDS**

Les entreprises auront à leur charge tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, etc... nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages. Les travaux devront être particulièrement soignés sur les bétons destinés à rester bruts de décoffrage

Dans les ouvrages en béton ou béton armé et les éléments préfabriqués, c'est le lot « gros-œuvre » qui, au coulage, devra toutes les réservations demandées par les autres corps d'état. Les percements seront formellement interdits. Pour cela, les différents lots établiront les plans de trous et réservations qu'ils remettront au lot « grosœuvre » dans des délais compatibles avec les délais d'approbation des plans et d'exécution des travaux.

### **00.4.2 OBLIGATION DE PERFORMANCES**

L'obtention des performances acoustiques, thermiques, d'étanchéité et de résistance au feu décrites dans les CCTP, constitue une obligation contractuelle, elle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour chaque entreprise une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultats concerne non seulement les responsables des ouvrages visés par les performances à atteindre, mais également ceux qui mettent en œuvre des éléments ou des matériels s'incorporant à ces ouvrages.

Toute modification des caractéristiques thermiques des éléments prescrits, pourra pour sa validation entraîner la reprise des études thermiques pour s'assurer que leur prise en compte ne modifie pas les objectifs demandés par le Maître d'Ouvrage, en termes de qualité thermique et environnementale. Les frais de ces reprises d'études seront à charge de l'entreprise.

Chaque lot dans le cadre de ses prestations a également à sa charge les essais de fonctionnement et de vérification du respect des résultats prescrits.

### **00.4.3 TENUE DE CHANTIER**

Chaque entreprise veillera à l'évacuation de ses gravats vers les décharges autorisées, au fur et à mesure de leur production, de façon à maintenir le chantier en parfait état de propreté. Elles assureront, régulièrement :

- Des nettoyages et balayages de l'ensemble des sols ;
- Des ramassages de déchets tels que polystyrène, plastique, bouteilles, etc...

#### En cours de travaux

L'entreprise ayant terminé une tâche devra un nettoyage soigné des locaux où elle est intervenue. L'aire occupée au sol par les matériaux et matériels sera régulièrement remise en état de propreté et d'ordre pendant toute la durée des travaux par l'entreprise mettant en œuvre ces matériaux ou matériels.

Les voies publiques accédant au chantier et les voies à l'intérieur du site seront maintenues propres durant toute la durée du chantier.

#### Avant réception

A la fin des travaux, au plus tard le jour de la réception des travaux, les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que les gravats devront être évacués. Les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier seront remises en état.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent, ouvrages provisoires et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais. Il est stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entreprises ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Le nettoyage final des locaux, assuré par le lot « 01 », comprendra :

- Le dépoussiérage de tous les sols,
- Le lavage de tous les sols, qu'ils soient revêtus de carrelage, de dalles souples ou de parquet,
- Le nettoyage des menuiseries bois, des menuiseries métalliques et des ouvrages de serrurerie,
- Le nettoyage des luminaires, des appareillages et des tableaux de commande,
- Le nettoyage des miroiteries et des appareils sanitaires avec leur robinetterie, le nettoyage de tous les vitrages aux 2 faces, le nettoyage des peintures.

#### **00.4.4 SITE EN MILLIEU OCCUPÉ**

Le chantier se déroulera en milieu occupé, avec un flux continu de visiteurs et d'usagers dans les zones avoisinantes.

Compte tenu de cette contrainte, l'entreprise devra mettre en place une organisation rigoureuse permettant de garantir la sécurité du public tout au long des travaux.

Un parcours sécurisé pour les visiteurs sera défini et matérialisé afin de maintenir une circulation fluide et sûre, en tenant compte de l'évolution du chantier.

Ce parcours devra être adaptable et ajusté au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en assurant une signalisation claire, des protections physiques (barrières, panneaux de signalisation, etc.) et un balisage conforme aux normes de sécurité.

Toute modification de l'accès des visiteurs ou du cheminement devra être préalablement validée par le maître d'œuvre et notifiée aux usagers.

#### **00.4.5 TERRAIN ET ESPACE VERT**

L'entrepreneur est tenu de préserver l'intégrité de tous les végétaux présents sur le site durant l'ensemble des phases du chantier. Les arbres, arbustes, et plantations situés à proximité des zones de travail devront rester en place et faire l'objet de protections adaptées pour éviter tout dommage mécanique, compactage des racines, ou pollution accidentelle (produits chimiques, rejets divers).

Toute intervention nécessitant une proximité immédiate avec des végétaux sensibles devra être signalée au maître d'œuvre pour validation préalable. En cas de dommage causé aux végétaux par une négligence de l'entreprise, celle-ci sera tenue de remplacer les végétaux endommagés par des plants de même espèce et de même taille, à ses frais.

Il est impératif de préserver l'intégrité des sols existants pendant toute la durée du chantier. Aucun percement, découpe, ou modification des sols en place ne sera autorisé sans l'accord explicite du maître d'œuvre. Les zones de travail devront être organisées et protégées de manière à éviter tout dommage aux surfaces existantes. En cas de non-respect de cette consigne, l'entreprise sera tenue de restaurer les sols concernés à ses frais et de garantir leur état initial.

#### **00.4.6 SITE PATRIMONIAL**

Conformément à la législation en vigueur et aux prescriptions des autorités compétentes en matière de protection du patrimoine, il est impératif de respecter l'intégrité du site, ainsi que des éléments architecturaux et paysagers qui le composent. Les calades et trottoirs existants, faisant partie intégrante du patrimoine local, doivent être préservés pendant la durée du chantier.

Les entreprises en charge des travaux devront appliquer les mesures suivantes :

Protection physique : Mettre en place des barrières de protection autour des calades et des trottoirs pour éviter toute dégradation due aux matériaux de construction, aux engins, ou aux piétons. Ces protections doivent être clairement visibles et respectées en permanence.

Signalisation : Installer une signalisation appropriée pour informer les travailleurs et le public des zones à protéger, ainsi que des restrictions d'accès.

Surveillance des travaux : Désigner un responsable de chantier chargé de veiller au respect des mesures de protection et de signaler toute anomalie ou incident aux autorités compétentes.

Les entreprises sont responsables de la préservation des calades et trottoirs durant toute la durée des travaux. En cas de dommages, elles devront réaliser les réparations nécessaires selon les prescriptions des autorités compétentes et à leurs frais.

#### **00.4.7 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Une réunion de chantier aura lieu selon une périodicité hebdomadaire. Le jour et l'heure de la réunion seront fixés lors de la réunion préparatoire par la maîtrise d'œuvre.

Chaque Entrepreneur sera obligatoirement présent ou représenté par un collaborateur dûment qualifié à prendre toutes décisions techniques et financières aux deux réunions.

La présence sur le chantier de tous les Entrepreneurs convoqués étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un Entrepreneur ou de son représentant qualifié, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité; mention en est faite sur le procès-verbal de réunion et le Maître d'œuvre est en droit de prendre toute décision qu'il jugerait nécessaire au bon avancement des travaux (y compris la possibilité de faire exécuter ceux-ci par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante) et d'engendrer les pénalités prévues au CCAP.

Un compte rendu consignait les décisions intervenues au cours de la réunion sera établi et diffusé par le Maître d'œuvre.

#### **00.4.8 ECHAFAUDAGE**

L'entrepreneur de chaque corps d'état devra mettre en œuvre tous échafaudages de tous types, nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'Entrepreneur Principal devra mettre en place toutes installations de protection, de sauvegarde et de garantie nécessaires, ainsi que celles qui lui seront le cas échéant demandées par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Ces installations pourront notamment selon les conditions du chantier, être les suivantes :

- Garde-corps et garde gravois.
- Platelages de protection.
- Ecrans ou autres dispositifs anti-poussière.
- Bâches de protection contre la pluie.
- Protections de revêtements de sols et d'escaliers.

Chaque corps d'état doit inclure dans ses prix, tous les frais relatifs à l'installation et à l'utilisation d'échafaudages ou moyens de levage.

#### **00.4.9 DECHETS, NETTOYAGE**

La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la valorisation des matériaux oblige à valoriser les déchets au mieux des filières disponibles localement. Le recyclage de tous les déchets est donc obligatoire.

Pour y arriver, on procédera comme suit :

L'Entrepreneur Principal à la responsabilité de la collecte, du transport et de l'optimisation technique, économique et réglementaire des déchets du chantier vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation.

Les entreprises s'organiseront pour limiter la production de déchets à la source, par exemple, par les actions suivantes :

- Choix des procédés et précisions des réservations (afin d'éviter notamment les repiquages)
- Calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes
- Approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage
- Chaque entreprise aura à sa charge le stockage et l'évacuation de ses déchets.
- Livraison sur palettes et conteneurs consignés
- Recyclage sur place de certains déchets comme par exemple des déchets inertes pour des sous-couches de voirie (avec accord de la maîtrise d'œuvre)
- Sensibilisation du personnel (concepteur, personne d'encadrement, compagnons...)

La réduction des emballages (les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement), les emballages sont identifiés et quantifiés dès la passation des commandes avec les fournisseurs afin d'en connaître la nature et éventuellement d'en limiter la quantité.